

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 26/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ETS STEINER

9 route de Rouen
BP 1161
27950 Saint-Marcel

Références : UBDEO.ERA.2025.11.362.SG
Code AIOT : 0005800821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/11/2025 dans l'établissement ETS STEINER implanté 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel. L'inspection a été annoncée le 24/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit dans le cadre de l'action nationale « prélèvements environnementaux », suite aux évolutions réglementaires menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle dans le cadre de la mise en oeuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol ».

Cette visite a pour objectif de vérifier que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée par l'exploitant et que les dispositions figurant dans le POI de l'établissement répondent bien aux exigences réglementaires.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ETS STEINER
- 9, route de Rouen BP 1161 27950 Saint-Marcel
- Code AIOT : 0005800821
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'établissement de Saint-Marcel est spécialisé dans la synthèse de colorants organiques destinés aux industries pétrolières (45%), papetières (45%), textiles...

Le site est organisé selon 2 activités principales :

- activité de synthèse (colorants azoïques et anthraquinoïques) ;
- activité de formulation.

Le site est classé SEVESO Seuil Haut compte tenu de la quantité stockée de substances dangereuses pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2 (rubrique 4511 de la nomenclature des installations classées). Il est autorisé par arrêté préfectoral du 22 décembre 2010 à exercer ses activités sur le territoire de ST Marcel.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant transmettra l'étude détaillée et exhaustive des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas de sinistre.

Le POI devra être mis à jour sur la base de cette étude, et définir clairement la stratégie de l'exploitant au niveau organisationnel, technique et humain et ceci pendant et hors activité du site.

La stratégie devra permettre de mettre en œuvre les premiers prélèvements environnementaux au plus tôt, toutefois sans préjudice des opérations de mise en sécurité des installations et des personnes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'exploitant avait transmis le 17/10/2025 la dernière version du POI datée du 24/04/24. Lors de l'inspection, il indique que le POI est en cours de mise à jour suite aux évolutions réglementaires. En effet, la version 2024 ne mentionnait des prélèvements que sur les substances odorantes ; alors que le site est également concerné par les substances toxiques et les produits de décomposition.

Les modifications réalisées à ce jour sont présentées en séance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : SSH : Code de l'environnement R. 515-100 « Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. » SSB : Arrêté du 26/05/2014 Art. 5 « Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023 ; le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans et mis à jour, si nécessaire. »
Constats : L'exploitant réalise des exercices POI à fréquence annuelle, le dernier ayant eu lieu le 29/04/2025. L'exploitant indique également réaliser avec l'appui du CNPP, des formations ESI à raison de 10 par an.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
Prescription contrôlée : « Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] » Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour

postérieurs au 1er janvier 2023.

Constats :

L'exploitant a présenté en séance les évolutions prévues sur le POI concernant le chapitre relatif aux moyens de prélèvements et mesures.

Il indique que STEINER s'est appuyée sur une convention tripartite établie avec ATMO Normandie et un industriel voisin. Dans le cadre de cet accord, des moyens sont disponibles sur le site voisin et peuvent être mobilisés. La convention est transmise à l'inspection.

Dans les faits, l'exploitant dispose actuellement de moyens propres pour les mesures instantanées en substances odorantes basés sur l'utilisation de tubes colorimétriques présents au local ESI. L'exploitant a fait la demande à son fournisseur afin de disposer de tubes colorimétriques adaptés aux produits de décomposition identifiés.

D'autres moyens de prélèvements sont hébergés sur le site industriel voisin situé à 12km du site STEINER ; la convention tripartite présente en son annexe 1 la procédure de sollicitation des dispositifs de prélèvements. Il s'agit de dispositifs de prélèvements d'air type canisters/ sacs tedlar, ainsi que de flacons destinés aux prélèvements d'eau. Concernant ces derniers, l'exploitant indique que la mise à disposition n'est pas opérationnelle.

Le tableau ajouté au POI indique les moyens également présents chez ATMO Normandie et mobilisables par leur personnel. La convention établie entre les parties précise notamment que l'astreinte ATMO est joignable 7j/7 24h/24. Néanmoins, dans les faits, l'exploitant confirme en séance que les premiers prélèvements environnementaux sont à réaliser en phase d'urgence par les ESI de STEINER et que les prélèvements réalisés ensuite par le prestataire relèvent davantage de la phase de suivi immédiat. Dans ce cas, ces éléments doivent être dissociés.

En effet, si la stratégie de prélèvement en phase d'urgence prévoit le recours à un prestataire extérieur, l'exploitant doit s'assurer de la mobilisation rapide de celui-ci sur le site.

En outre, le POI ne précise pas les substances à rechercher dans la matrice eau ; ni les raisons pour lesquelles les substances citées ont été choisies.

L'inspection note par ailleurs des incohérences entre le tableau des substances visées et les prélèvements à réaliser :

- l'acide chlorhydrique est recherché lors des prélèvements alors qu'il n'est pas visé dans le tableau des substances de décomposition
- il est indiqué que la combustion des solvants génère des hydrocarbures ; qui ne sont pas recherchés lors des premiers prélèvements sans justification ;
- les suies sont à différencier des poussières, l'un étant prélevé sur les surfaces via des dispositifs de type lingettes, l'autre étant analysé dans l'air ;

L'inspection rappelle que les matrices concernées par les premiers prélèvements environnementaux en phase d'urgence sont l'air (phase gazeuse), les eaux d'extinction et les suies.

Il est rappelé que les premiers prélèvements environnementaux concernent :

- les substances toxiques pour les établissements Seveso ;
- les produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important pour l'ensemble des établissements Seveso et entrepôts soumis à autorisation ;

<p>- les substances générant des incommodités fortes sur de grandes distances.</p> <p>Cependant, le 1^{er} item n'est pas traité, le paragraphe 6.4.1 du POI en cours de modification ne listant que les substances odorantes et produits de décomposition</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sur la base de l'étude demandée au point de contrôle 6, établir le plan de prélèvement à mettre en œuvre dans les différentes matrices, pendant la phase d'urgence. Le POI sera mis à jour en cohérence.</p> <p>Par ailleurs, il s'assurera de la mise à disposition effective des dispositifs prévus à son POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Stratégie de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>La stratégie de prélèvement spécifiée dans le POI en cours de modification indique que « les prélèvements devront être réalisés à l'intérieur et à l'extérieur du site. [...] Les substances à</p>

analyser ainsi que les zones de prélèvement seront définies par la cellule de crise, puis communiquées au ESI via la fiche POI - Fiche de prélèvement ».

L'exploitant a transmis à l'inspection les fiches de prélèvement : il existe une version pour les produits de décomposition et une autre version pour les substances odorantes. La cellule de crise, après avoir défini les substances à rechercher, doit indiquer sur un plan les lieux de prélèvement.

L'exploitant n'a pas pré-identifié le nombre et la localisation des points de prélèvement.

Or, l'avis du 1^{er} décembre 2022 précise : « En complément, la stratégie de prélèvement doit également **déterminer le nombre et la localisation des points de prélèvement et de mesures ou, le cas échéant, expliciter la méthodologie de sélection à adapter au déroulement de l'événement.**

[...] La localisation des points pour ces premiers prélèvements environnementaux devra permettre de prendre en compte, de manière représentative, les milieux potentiellement impactés en fonction des substances à rechercher. Les emplacements choisis devront également considérer les cibles potentielles à proximité du site, les possibilités qu'offre le terrain, les zones accessibles pour effectuer des prélèvements (terrain public, route, parking...), l'exposition du personnel les mettant en œuvre et les conditions météorologiques. »

Aussi, rien n'est spécifié dans le POI sur les modalités de conservation des prélèvements, ainsi que le délai de transmission et les délais d'analyse.

Par ailleurs, les fiches réflexes ou fiches mission ne mentionnent pas la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.

L'inspection a constaté du bon suivi des quantités et dates de péremptions des tubes colorimétriques disponibles au local ESI.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans un objectif d'efficience en cas de sinistre, l'inspection demande à l'exploitant de préciser sa stratégie selon les remarques ci-dessus,

- en déterminant le nombre et la localisation des points de prélèvement dans les différentes matrices (air, eaux, suie). Lors de l'évènement, la stratégie sera adaptée en fonction de la direction du vent et de la cinétique.

- en précisant les modalités de conservation des prélèvements s'il y a lieu, ainsi que le délai de transmission et les délais d'analyse pour chacune des substances, en s'assurant que ces délais sont compatibles avec les besoins liés à l'urgence de la situation.

- en complétant les fiches mission de la cellule de crise afin d'y faire figurer la réalisation des premiers prélèvements. Par ailleurs, les substances à rechercher pourraient être utilement pré-établies dans les fiches réflexes en fonction du type d'évènement.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a choisi de faire réaliser les premiers environnementaux par les ESI du site. Ils sont à ce jour 13 sur le site.</p> <p>Les ESI sont formés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en interne pour l'usage des tubes colorimétriques. A cette fin, l'exploitant organise avec le CNPP, 10 fois / an, des recyclages ESI durant lesquelles ils peuvent être testés à la manipulation des dispositifs de prélèvement. L'exploitant dispose d'attestations de formation (2 personnes en 2025) mais ne formalise pas ces formations. Il conviendrait de formaliser le contenu de ces formations afin de s'assurer que tous les ESI sont formés aux méthodes de prélèvements. - par ATMO Normandie une fois par an (disposition du contrat), aux dispositifs mis à disposition par le prestataire et sur le site de l'hébergeur. La dernière formation a été réalisée le 17/10/25. <p>Les ESI ne sont pas mobilisables la nuit et le week-end, périodes où le site est fermé. En cas de sinistre, le cadre d'astreinte (permanence cyclique entre le directeur de site, le responsable HSE et le responsable de production) doit se rendre sous 30 minutes sur le site.</p>

L'exploitant doit s'assurer, même hors heures ouvrables, de la réalisation des premiers prélèvements environnementaux, par le cadre d'astreinte ou en faisant appel à un prestataire. La stratégie contenue dans le POI doit prévoir ce cas.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera de la disponibilité des moyens humains pour la réalisation des premiers prélèvements environnementaux, y compris hors heures ouvrées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition
Prescription contrôlée : La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.
Constats : Dans son EDD de 2025, dans la partie « Point spécifique sur les produits de décomposition des fumées », l'exploitant a indiqué que « Les produits attendus en cas de dégradation thermique relèvent principalement de la combustion d'organismes carbonés : CO, CO ₂ , suies, COV, oxydes d'azote, éventuellement des aldéhydes ou hydrocarbures aromatiques, mais pas de substances extrêmement toxiques ». Le guide professionnel du 13 juillet 2023 est cité sans toutefois en exposer la méthodologie appliquée au site. L'inspection invite l'exploitant à s'appuyer sur les textes et guides suivants : <ul style="list-style-type: none"> - avis du 1^{er} décembre 2022 relatif à la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement ; - guide INERIS omega 16 « Recensement des substances toxiques susceptibles d'être émises par un incendie » du 8 juin 2023 ; - guide professionnel DT 126 - Guide professionnel à l'usage des industriels de la chimie et du pétrole sur les produits de décomposition en cas d'incendie. Ces guides ont pour objectif d'accompagner les exploitants pour : <ul style="list-style-type: none"> - identifier des catégories de produits cohérentes en termes de composition ou de comportement en cas d'incendie, en incluant les types de contenants et les bâtiments ; - pour chacune de ces catégories, déterminer les types (ou familles) de produits de

<p>décomposition susceptibles d'être émis en tenant compte, le cas échéant, des synergies (6) ; - qualifier la toxicité, y compris environnementale, de chaque type de produits de décomposition ; - évaluer l'ordre de grandeur des quantités émises pour chaque type de produits de décomposition ; - hiérarchiser ces types de produits de décomposition afin d'identifier les substances à rechercher (éventuels marqueurs) et déterminer les moyens de prélèvement adaptés.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de réaliser cette démarche de manière exhaustive.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre une étude argumentée et basée sur la méthodologie des guides susvisés, de la liste des produits de décomposition du site. Le tableau de hiérarchisation sera inclus au POI ; il permettra de déterminer le plan de prélèvement selon les niveaux d'émission.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>